

Les urnes ont parlé. La démocratie ne donne pas toujours la réponse que l'on espère. La direction a maintenant la responsabilité de trouver une solution rapide à ce conflit. Nous n'avons pas voulu la tête de Jean-Marc Janaillac. Comme nous ne voulons pas que son successeur arrive sur une pouidrière.

**La consultation est déjà un camouflet pour la Direction.  
Elle ne doit pas, en plus, devenir un déni de démocratie.**

Si le Oui l'avait emporté nous connaissons la suite. Le projet d'accord aurait été remis sur la table, il aurait été signé par deux organisations syndicales puis un des trois protagonistes aurait demandé un référendum qui, sous réserve d'atteindre 50%, aurait validé l'accord. Ce scénario écrit et imaginé par certains a tourné court face à la détermination du personnel. Cela ne résolvait pas le problème mais il ouvrait de nouveaux horizons aux plus optimistes qui souhaitaient nuire à l'unité inter catégorielle. Il permettait aussi de démontrer que les outils des ordonnances étaient la bonne solution pour briser la revendication.

Jouer avec les peurs et laisser planer un doute sur la pérennité d'Air France pour décrédibiliser la revendication de l'Intersyndicale était déjà limite. S'en servir pour stimuler le vote OUI est de bonne guerre. Y ajouter le départ de Jean-Marc Janaillac comme un élément de danger supplémentaire était discutable. Mais ne pas mesurer la portée du résultat de la consultation serait dangereux.

**Certains salariés apprécient d'être "*En direct avec Franck*". Tous souhaitent que nous retrouvions la sérénité dans les relations. Ne pas prendre en compte la consultation aura l'effet inverse !**

**100% des salariés souhaitent une sortie rapide du conflit.** Les partisans du OUI comme ceux du NON. Les Hollandais s'étonnent de la durée du conflit. Le premier ministre du gouvernement est intervenu. Le destin d'Air France n'est-il pas malmené pour des intérêts qui ne nous concernent pas ? On est en droit de se poser la question. Edouard Philippe a demandé aux salariés de prendre leurs responsabilités. Nous l'avons fait. A vous maintenant !

**La responsabilité de la grève que beaucoup cherchaient à faire peser sur les seules épaules des organisations syndicales repose aujourd'hui sur celles de la Direction.**

Force Ouvrière n'a pas abandonné sa politique contractuelle. Nous sommes convaincus qu'une solution de sortie de crise est possible. Elle doit être rapide. Elle ne mettra pas en péril la stratégie du groupe.

Christophe Malloggi  
Secrétaire Général